



La lettre

Retour sur une désignation

PAR Hugues BERNARD, MEMBRE DU CONSEIL FÉDÉRAL.

Il est toujours assez mal aisé de défendre ses propres couleurs et notre sensibilité n'est pas des plus aguerries pour ce type de combat. Néanmoins, la désignation des candidats aux sénatoriales n'est pas sans poser un problème majeur, nous demeurons une des seules sensibilités à n'avoir aucun parlementaire en son sein. Or nous ne sommes pas les moins méritants en matière de militantisme. Retour sur une désignation en cours.

La première des difficultés consistait à affirmer la dignité d'une candidature, celle de notre ami Jacques Tomasi. Élu municipal, ses principales qualités sont d'être issu du milieu de l'industrie, d'être syndicaliste et d'avoir animé le secteur entreprise de la fédération. Il est évident que l'électoratisme ne privilégie pas ce type de profil mais l'exigence politique doit néanmoins faire prévaloir ses priorités. Nous n'avons pas été écouté sur ce point alors même que l'article 19 de notre projet de déclaration de principes affirme que le Parti socialiste est un parti populaire ancré dans le monde du travail.

La seconde revendication que nous portions consistait à faire entrer dans la réalité le mandat unique parlementaire. Nous n'avons pas été entendu là non plus. Rien ne se fera sans qu'une loi n'impose un saut qualitatif en la matière. Il n'y aura pas de comportement exemplaire ni d'anticipation sur un calendrier national. Il est urgent que le prochain congrès procède à des éclaircissements sur cette question.

Nous n'avons pas hésité à nous faire entendre sur ces deux sujets sans trouver encore d'interlocuteur convaincu.

Enfin, que pouvons-nous dire sur l'avenir ? Il nous appartient d'apporter de la clarification. L'objectif de Socialisme & démocratie a été de délaissier un rapport purement critique pour miser sur les apports positifs de l'économie de marché tout en étant attentif aux conditions de la création des richesses. C'est ce que nous avons défini comme le socialisme de la production. Cet objectif qui nous était propre, il nous appartenait de le faire partager. Depuis notre création, nous avons pu observer le ralliement de beaucoup de camarades à ces idées. Le prochain congrès sera donc l'occasion de vérifier ce pressentiment. ▣

SOMMAIRE

RETOUR SUR UNE DÉSIGNATION
PAR HUGUES BERNARD
.....PAGE 1

LES CLASSES MOYENNES À LA DÉRIVE
PAR CHRISTOPHE VANDERHAEGEN
.....PAGES 2 & 3

RÉPONSES MILITANTES
<http://cambadelis.over-blog.net/>
.....PAGE 4

Socialisme & démocratie est la sensibilité strauss-kahnienne du Parti socialiste. Elle est coordonnée en Haute-Garonne par un comité d'animation composée de Mireille Abbal, Jean Arroucau, Sylvia Bagur, Hugues Bernard, Joël Bouche, Joël Carreiras, Jean-Marc Dubarry, Cécile Ha Minh Tu, Sébastien Léry, Jean-Marc Loubet, Michel Perez, Géraldine Pons-Ribot, Claude Raynal, Christophe Roucan, Jacques Tomasi.

LETTRE No. 15

VINGT DEUX AVRIL DEUX MILLE HUIT

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JOËL CARREIRAS
TROISIÈME ANNÉE



Les classes moyennes à la dérive

PAR Christophe VANDERHAEGEN, MEMBRE DE LA SECTION TOULOUSE 7.

Régulièrement les hommes politiques parlent de la classe moyenne. Il ne faut pas désespérer la classe moyenne, les mesures visent la classe moyenne, tel ou tel candidat se porte au chevet de la classe moyenne...

Dans certains cas, on parle même des classes moyennes, elles seraient donc plusieurs ? Comment peut-on définir cette classe moyenne, comment a-t-elle évoluée, quel est son avenir ? Comment le parti peut-il avoir une approche politique de la classe moyenne ?

L'approche moyenne

On pourrait considérer que ceux qui sont aux alentours de la moyenne des revenus des Français composent la classe moyenne. Si on ne tient compte que des personnes employées à temps plein (soit les 2/3 des salariés) le revenu salarial net moyen est en 2006 de 1850 €. Les salariés percevant quelques centaines d'euros de plus ou de moins feraient-ils partie de cette classe moyenne ?

Cette approche pose des problèmes, en effet on peut considérer qu'il existe pour les salariés à temps plein un plancher de revenu (le SMIC net) et finalement pas de plafond... En plus les salaires importants ont tendance à tirer la moyenne vers le haut. Par ailleurs, on ne prend que les salariés à temps plein, on exclut les commerçants et indépendants. Les chômeurs et les salariés à temps partiel sont également exclus, toute une population dont on peut raisonnablement penser que leurs revenus sont en majorité inférieurs à la moyenne. Par ailleurs on ne parle pas des retraités...

L'approche médiane

On peut donc choisir une autre approche statistique, la médiane. On reprend les salariés à temps plein et l'on recherche le niveau de salaire de la première moitié d'entre eux. Le

niveau est de 1500 €, ce qui revient à dire que la moitié de salariés à temps plein gagnent moins de 1500 € net par mois. En conséquence, les salariés qui ont un revenu moyen sont dans le tiers des salariés les mieux payés !

Ces données démontrent le tassement important des salaires sous la moyenne. La majorité des Français ont donc des salaires assez similaires se répartissant dans un intervalle inférieur à 1000 euros.

La problématique de l'âge

Que l'on parte des revenus médian ou moyen l'âge joue un rôle important. Un technicien supérieur de 50 ans travaillant dans une entreprise de haute technologie gagne environ 1800 € net, soit le salaire d'un maître de conférence débutant. Ces deux personnes font-elles partie de la classe moyenne ?

La problématique du lieu d'installation

Pour un même revenu, le sentiment d'appartenance à une strate ou une autre est variable. En effet, le cadre subalterne d'une entreprise aura le sentiment d'être parmi la classe supérieure s'il habite le Centre de la France, pas véritablement s'il habite à Paris. Les différences de coût de la vie entre les régions entraînent de fortes disparités, la hausse des coûts du logement (+140% depuis 1997) renforce encore plus ces différences.

En voulant classer à partir du revenu, on oublie différents éléments très significatifs qui peuvent faire basculer d'une classe à l'autre : les prestations sociales, les prestations des Comités d'entreprises, les revenus fonciers, l'épargne d'entreprise, les avantages en nature, les mutuelles, les revenus du capital, le statut de propriétaire ou de locataire, la taille de la famille et le nombre d'actif ou le type de famille (séparée, monoparentale).



Conclusion sur l'approche par les revenus

Il n'est pas véritablement possible de déterminer la classe moyenne par une stricte approche de revenus. Le niveau de revenu seul n'est donc pas la caractéristique propre de la classe moyenne, on se tromperait lourdement en s'y arrêtant.

Cette approche qui pouvait être valable pendant les trente glorieuses ne l'est plus actuellement. Par exemple les cadres retraités ont des revenus très supérieurs à la moyenne, alors que les retraités il y a trois décennies c'était plutôt l'inverse. Dans un autre ordre d'idées, les salariés à temps partiel ne sont pas comptés dans notre moyenne, ils représentent presque le tiers du salariat.

Conclusions et perspectives politiques

Il est délicat de déterminer « scientifiquement » ce que peut être la classe moyenne ou les classes moyennes. Une approche qui se limiterait au revenu est rapidement disqualifiée tant les divergences sont importantes pour une même profession ou une même catégorie socioprofessionnelle. Les inégalités liées au sexe, au territoire ou à l'âge, sans compter l'appartenance au secteur public ou non ou encore à une PME ou une grande entreprise rendent l'analyse encore plus complexe.

La classification par revenus est une approche ancienne et classique. La modification des revenus des Français et de l'organisation de la société la rend plus périlleuse

Sur le plan politique vouloir cadrer les politiques sociales sous le seul angle du revenu est un certainement l'une des causes du manque de crédibilité de l'offre socialiste. Le cas de la suppression des allocations familiales par M. Aubry, de la diminution de l'AGED montre que le public visé qui a le plus à perdre n'est

pas celui qui est le plus « riche ». Le gouvernement fera d'ailleurs un retour en arrière sur les allocations familiales. Le rapport Attali revient à la charge sur ce point avec certainement une arrière-pensée politique (libérale ?) qui va au-delà de la simple économie de 2 milliards d'€.

La reconquête des classes moyennes peut se faire par la politique sociale à la condition qu'elle soit segmentée. Une politique comprenant quelques prestations de caractère universel est un ciment fort pour la classe moyenne, elle favorise le sentiment d'appartenance et permet à la majorité des salariés de se sentir inclus dans l'État Social. ■



PRÉSENTATION DU TEXTE
BÂTIR UNE NOUVELLE IDENTITÉ
ET DÉBAT AVEC
JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS,
DÉPUTÉ DE PARIS ET SECRÉTAIRE NATIONAL
DU PARTI SOCIALISTE,
JEUDI 15 MAI 2008 À 20 H 30
À LA FÉDÉRATION, 2 BIS RUE LEJEUNE,
TOULOUSE.
M° COMPANS CAFFARELLI.



Réponses militants

PAR LES RECONSTRUCTEURS, <http://cambadelis.over-blog.net/>

Nous proposons le triptyque suivant : notre identité d'abord, notre élargissement ensuite, les alliances enfin. Là il n'y a pas de risque.

Sarkozy a d'abord défini la rupture avec notre modèle social avant de rendre sa machine efficace. Il a eu le sens des priorités.

Or ce qui est frappant, c'est la convergence entre socialistes sur le fond. Les divergences sont dues au passé et pas au présent. Nos querelles ne sont que des querelles d'accents, c'est-à-dire sur l'ampleur plutôt que sur la nature des réponses. Les conflits de personnes sont dus à la pipolisation de la politique plus qu'à de vrais désaccords politiques.

Comment définir une ligne directrice lisible ? Notre débat doit déboucher sur la clarté. Voilà pourquoi il faut faire autrement pour le prochain congrès. 20 questions décidées par les socialistes, 20 réponses aux votes des militants, 20 débats au congrès pour les trancher. Car en fin de compte, les sempiternelles motions « fourre tout » sont le meilleur moyen de laisser libre notre futur candidat. Là, nous définirons une ligne, des réponses,

une stratégie.

Il suffirait de faire vivre nos décisions. Le congrès suivant pourrait commencer par un rapport d'activités sur la mise en oeuvre des décisions.

Sur la question de la désignation de notre candidat, il faut se rappeler que François Mitterrand, même 1er secrétaire, s'est déclaré quelques semaines avant l'échéance. Mais parce que nous sommes devant un vrai problème de direction, on ne pourra dire que le leader est incontesté que le jour où il aura gagné la présidentielle. Pour le rendre moins incontestable, il n'y a que la solution des primaires dans notre électorat. Pour cela, il faut ramener le calme au Ps. Bref, il faut construire la dynamique de l'alternative plutôt qu'imposer un berger contesté !

Sur la question des alliances, ne nous trompons pas. Le « centrisme présidentiel » de Bayrou a pour but de nous supplanter au 1er tour de la prochaine présidentielle. Il faut le savoir ! Nous devons être ferme sur notre alternative et opérer le plus large rassemblement au second tour pour battre Nicolas Sarkozy ou son successeur.

Nom :

Adhésion : 15 euros soutien 30 euros

Prénom :

La lettre de socialisme & démocratie
2 bis, rue Lejeune 31000 Toulouse
www.sd31.wordpress.com
sd31@neuf.fr

Section :

Adresse :

Chaque semaine, de nouveaux membres,
faites-nous connaître autour de vous,
rejoignez-nous, exprimez-vous.

Code Postal : Ville :

Contactez-nous :

Par mail : sd31@neuf.fr (Sébastien)

Par téléphone : 06-22-95-82-17 (Hugues)

Par courrier : Socialisme & démocratie

Haute-Garonne à l'attention de Joël

Carreiras 2 bis, rue Lejeune 31000 Toulouse.

Téléphone :

Courriel :